

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XIV LEGISLATURA —

Doc. XII-bis
n. 99

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 giugno 2004)

Raccomandazione n. 748
sulla politica europea di sicurezza e di difesa a seguito dell'allargamento dell'Unione
europea e della NATO – Risposta al rapporto annuale del Consiglio

Annunziata il 13 luglio 2004

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 2-4 giugno 2004)

Raccomandazione n. 748
sulla politica europea di sicurezza e di difesa a seguito dell'allargamento
dell'Unione europea e della NATO – Risposta al rapporto annuale del
Consiglio

Annunziata il 13 luglio 2004

L'Assemblée,

(i) Se félicitant des progrès réalisés en matière de PESD, ainsi qu'il ressort des informations contenues dans la deuxième partie du Quarante-neuvième rapport annuel du Conseil;

(ii) Regrettant que la réponse du Conseil à la Recommandation n° 736 ne prenne que partiellement position sur les questions soulevées par l'Assemblée dans cette recommandation;

(iii) Soulignant l'importance primordiale de saisir les chances et de relever les défis de l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN pour rendre l'Europe et le monde plus sûrs sur la base d'une politique européenne et transatlantique plus homogène et plus efficace;

(iv) Espérant vivement que l'adoption et l'entrée en vigueur du projet de Traité constitutionnel pour l'Union européenne feront de celle-ci un acteur plus crédible et plus efficace sur la scène internationale,

dans l'intérêt de la paix, de la liberté, des valeurs démocratiques, du bien-être des citoyens et de la sécurité en Europe et dans le monde;

(v) Rappelant néanmoins que les dispositions actuellement proposées par la Conférence intergouvernementale en ce qui concerne les questions de sécurité et de défense et leur dimension parlementaire contiennent toujours trop de lacunes pour apporter une valeur ajoutée dans ce domaine et pour se substituer aux dispositions correspondantes du Traité de Bruxelles modifié;

(vi) Rappelant notamment que le projet de Traité constitutionnel passe sous silence la coopération avec l'OTAN en matière de défense et la question de la garantie militaire de l'obligation de défense mutuelle à l'égard des six pays membres de l'Union européenne qui ne font pas partie de l'Alliance atlantique;

(vii) Convaincue par conséquent que le Traité de Bruxelles modifié demeure un élément indispensable de la sécurité en Europe;

(viii) Soulignant également qu'il appartient au Conseil d'accorder aux nouveaux pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN la possibilité de bénéficier pleinement des garanties de sécurité offertes par le Traité de Bruxelles modifié ou d'obtenir un statut d'association à l'UEO en vue d'éviter la création de zones de sécurité variables en Europe;

(ix) Rappelant que huit des nouveaux pays membres de l'Union européenne remplissent désormais les critères établis par la Déclaration de Maastricht adoptée par les pays membres de l'UEO le 10 décembre 1991 pour être invités à adhérer à l'UEO, que deux remplissent les critères pour devenir observateurs à l'UEO et que deux des nouveaux pays membres de l'OTAN remplissent les critères pour être invités à devenir membres associés de l'UEO;

Rappelant la réponse fournie par le Conseil le 1er octobre 2003 à la Question écrite n° 383, (x) dans laquelle celui-ci

confirme la pleine validité de la Déclaration de Maastricht précitée;

(xi) Convaincue que la position exprimée par le Conseil dans sa réponse à la Recommandation n° 721 de ne pas vouloir « devancer une quelconque démarche officielle ... de pays tiers manifestant un intérêt pour l'UEO » n'est pas compatible avec les engagements pris par les gouvernements de l'UEO dans leur Déclaration de Maastricht, selon laquelle l'initiative d'inviter les pays en question doit émaner de l'UEO;

(xii) Se félicitant des progrès réalisés par la Croatie en tant que candidate à l'adhésion à l'Union européenne, comme l'atteste la recommandation récente de la Commission européenne au Conseil de l'UE d'ouvrir des négociations d'adhésion avec ce pays;

(xiii) Rappelant que l'UEO et son Assemblée conservent toute leur importance, cette dernière jouant le rôle de forum démocratique unique de réflexion stratégique pour les questions liées à la sécurité et à la défense européenne, ouvert à la participation des délégations des parlements nationaux des pays membres de l'Union européenne et de tous les pays membres européens de l'OTAN qui ne sont pas encore membres de l'Union européenne, ainsi que des autres candidats et des pays tiers désireux de se familiariser avec la politique européenne de sécurité et de défense;

(xiv) Soulignant l'importance primordiale de mettre en oeuvre rapidement la Stratégie européenne de sécurité, notamment en ce qui concerne le concept de nouveau voisinage de l'Union européenne élargie à l'Est, qui implique l'élaboration d'une politique de coopération – y compris transfrontalière – et de partenariat constructifs avec les pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et notamment avec la Russie, l'Ukraine, la Moldavie et les pays du Caucase;

(xv) Rappelant que la situation du Belarus continue d'exiger une attention

particulière au regard de la politique future de l'Union européenne, qui doit être coordonnée étroitement avec celles des autres organisations internationales et de tous les pays voisins;

(xvi) Soulignant la nécessité d'accélérer l'affermissement du rôle de la PESD dans la lutte contre le terrorisme international et contre la prolifération et le développement des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, ainsi que dans la prévention des menaces émanant des Etats en déliquescence;

(xvii) Souhaitant que les membres de l'UEO contribuent au débat lancé par la Stratégie européenne de sécurité sur une réforme éventuelle du droit à la légitime défense individuelle et collective tel qu'il est énoncé dans la Charte des Nations unies, ce droit constituant un élément clé du Traité de Bruxelles modifié,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De donner suite à la Recommandation n° 732 en donnant la préférence, au sein de la Conférence intergouvernementale, à toute formule proposée pour les dispositions du Traité constitutionnel en matière de sécurité et de défense qui soit équivalente aux dispositions du Traité modifié, y compris celles concernant la dimension parlementaire;

2. De maintenir le Traité de Bruxelles modifié et l'UEO et d'appliquer pleinement ce Traité tant que l'Union européenne ne dispose ni des moyens juridiques ni des instruments appropriés pour se substituer à ce Traité et à tous les organes de l'UEO;

3. De répondre aux points 2 à 5 de la Recommandation n° 736;

4. De mettre en oeuvre la Déclaration de l'UEO du 10 décembre 1991 annexée au Traité de Maastricht et d'inviter avec effet immédiat:

l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie, la Slo-

venie et la République tchèque à adhérer à l'UEO dans des conditions à convenir conformément à l'article XI du Traité de Bruxelles modifié;

la Bulgarie et la Roumanie à devenir membres associés de l'UEO;

Chypre et Malte à devenir observateurs de l'UEO;

5. D'accorder à la Croatie le statut d'associé partenaire de l'UEO;

6. De donner l'impulsion nécessaire à l'Union européenne en vue d'assurer la mise en oeuvre de 6. la Stratégie européenne de sécurité, notamment:

en contribuant activement à l'élaboration d'une politique constructive à l'égard du nouveau voisinage de l'UE;

en précisant le rôle de la PESD dans la lutte contre le terrorisme international;

en aidant à prendre rapidement les mesures pratiques nécessaires pour permettre une application anticipée de la clause de solidarité;

en mettant à la disposition de l'Union européenne l'expérience de l'UEO, ainsi que son expérience de l'application de son Traité, en vue de développer une coopération constructive avec l'OTAN;

7. De proposer à l'Union européenne d'établir un système d'information et de consultation régulières avec les alliés européens de l'OTAN dans une configuration à 25+5;

8. D'élaborer une contribution à l'Union européenne sur les implications d'une réforme éventuelle du droit à la légitime défense individuelle et collective énoncée dans la Charte des Nations unies;

9. D'appuyer la Résolution n°122 et la Décision n° 27.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 748**

sulla politica europea di sicurezza e di difesa a seguito dell'allargamento dell'Unione europea e della NATO — Risposta al rapporto annuale del Consiglio

L'ASSEMBLEA,

i) esprimendo soddisfazione per i progressi realizzati in materia di PESD, come evidenziato dalle informazioni contenute nella seconda parte del 49° rapporto annuale del Consiglio;

ii) deplorando che la risposta del Consiglio alla Raccomandazione n. 736 prenda solo parzialmente posizione sulle questioni sollevate dall'Assemblea in quella raccomandazione;

iii) Sottolineando l'importanza fondamentale di cogliere le opportunità e raccogliere le sfide dell'allargamento dell'UE e della NATO per rendere l'Europa e il mondo più sicuri sulla base di una politica europea e transatlantica più omogenea ed efficace;

iv) Sperando vivamente che l'adozione e l'entrata in vigore del progetto di Trattato costituzionale per l'Unione europea faranno di essa un attore più credibile e più efficace nell'arena internazionale, nell'interesse della pace, della libertà, dei valori democratici, del benessere dei cittadini e della sicurezza in Europa e nel mondo;

v) Constatato tuttavia che le disposizioni attualmente proposte dalla Conferenza intergovernativa riguardo alle questioni di sicurezza e difesa e la loro dimensione parlamentare contengono pur sempre troppe lacune per poter conferire

un valore aggiunto a questo settore e sostituirsi alle corrispondenti disposizioni del Trattato di Bruxelles modificato;

i) Constatato in particolare che il progetto di Trattato costituzionale non parla della cooperazione con la NATO in materia di difesa né della questione della garanzia militare di obbligo di difesa reciproca per i sei paesi membri dell'UE che non sono parte dell'Alleanza atlantica;

vii) Nella convinzione che perciò il Trattato di Bruxelles modificato rimanga elemento indispensabile per la sicurezza in Europa;

viii) Sottolineando anche che spetta al Consiglio accordare ai paesi nuovi membri dell'UE e della NATO la possibilità di beneficiare pienamente delle garanzie di sicurezza offerte dal Trattato di Bruxelles modificato o di ottenere uno status di associazione alla UEO, al fine di evitare che in Europa si creino zone di sicurezza variabili;

ix) Considerato che otto dei nuovi paesi membri dell'Unione Europea già adempiono i criteri, stabiliti dalla Dichiarazione di Maastricht adottata dai paesi membri della UEO il 10 dicembre 1991, per essere invitati ad aderire alla UEO; che due adempiono i criteri per diventare osservatori alla UEO e che due dei nuovi paesi membri della NATO adempiono i criteri

per essere invitati a diventare membri associati della UEO;

x) Richiamata la risposta data dal Consiglio il 1° ottobre 2003 alla Interrogazione scritta n. 383, in cui il Consiglio conferma la piena validità della summenzionata Dichiarazione di Maastricht;

xi) Convinta che la posizione espressa dal Consiglio, nella sua risposta alla Raccomandazione n.721, di non voler «precorrere qualsiasi passo ufficiale ... di paesi terzi manifestanti interesse per l'UEO» sia in contrasto con gli impegni presi dai governi dell'UEO nella loro dichiarazione di Maastricht, secondo cui l'iniziativa di invitare i paesi in questione deve venire dalla UEO;

xii) Rallegrandosi per i progressi compiuti dalla Croazia come candidata all'adesione all'UE, secondo quanto attestato dalla recente raccomandazione della Commissione europea al Consiglio dell'UE per aprire negoziati di adesione con questo paese;

xiii) Considerato che l'UEO e la sua Assemblea mantengono tutta la loro importanza, ove quest'ultima assolve al ruolo di unico forum democratico di riflessione strategica per le questioni di sicurezza e difesa europea, aperto alla partecipazione delle delegazioni dei parlamenti nazionali dei paesi membri dell'Unione europea, a tutti i paesi europei membri della NATO che non sono ancora membri dell'UE, come pure agli altri candidati e ai paesi terzi desiderosi di conoscere la politica europea di sicurezza e difesa;

xiv) Sottolineata l'importanza primaria di mettere rapidamente all'opera la Strategia europea di sicurezza, specialmente per quanto riguarda il concetto di nuovo vicinato dell'Unione europea allargata a Est, che comporta l'elaborazione di una politica di cooperazione — compresa quella trasfrontaliera — e di partenariato costruttivo con i paesi membri della Comunità di Stati Indipendenti (CSI) e specialmente la Russia, l'Ucraina, la Moldavia e i paesi del Caucaso;

xv) Richiamato il fatto che la situazione della Bielorussia continua a esigere particolare attenzione rispetto alla futura politica dell'Unione europea, che deve essere strettamente coordinata con quella delle altre organizzazioni internazionali e di tutti i paesi vicini;

xvi) Sottolineata la necessità di accelerare il consolidamento del ruolo della PESD nella lotta al terrorismo internazionale e contro la proliferazione e lo sviluppo delle armi di distruzione di massa e dei loro vettori, così come nella prevenzione dei pericoli provenienti dagli Stati in via di decadenza;

xvii) Auspicando che i membri dell'UEO contribuiscano al dibattito promosso dalla Strategia europea di sicurezza per una eventuale riforma del diritto alla legittima difesa individuale e collettiva così come enunciato nella Carta delle Nazioni Unite, diritto che costituisce elemento chiave del Trattato di Bruxelles modificato,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di dar seguito alla Raccomandazione 732 dando la preferenza, in seno alla Conferenza intergovernativa, a qualsiasi formula venga proposta per le disposizioni del Trattato costituzionale in materia di sicurezza e difesa, purché sia equivalente alle disposizioni del Trattato modificato, comprese quelle riguardanti la dimensione parlamentare;

2. di mantenere il Trattato di Bruxelles modificato e l'UEO e di applicare pienamente questo Trattato fino a quando l'Unione europea non disporrà dei mezzi giuridici e degli strumenti appropriati per sostituirsi a questo Trattato e a tutti gli organi dell'UEO;

3. di rispondere ai punti da 2 a 5 della Raccomandazione n° 736;

4. di attuare la Dichiarazione dell'UEO del 10 dicembre 1991 allegata al Trattato

di Maastricht e invitare con effetto immediato:

l'Estonia, l'Ungheria, la Lettonia, la Lituania, la Polonia, la Slovacchia, la Slovenia e la Repubblica ceca ad aderire alla UEO a condizioni da concordare, conformemente all'articolo XI del Trattato di Bruxelles modificato;

la Bulgaria e la Romania a diventare membri associati dell'UEO;

Cipro e Malta a diventare osservatori della UEO.

5. di accordare alla Croazia lo status di partner associato della UEO;

6. di dare all'Unione europea l'impulso necessario per assicurare l'attuazione della Strategia europea di sicurezza, in particolare:

contribuendo attivamente all'elaborazione di una politica costruttiva nei confronti dei nuovi vicini dell'UE;

precisando il ruolo della PESD nella lotta al terrorismo internazionale;

contribuendo a prendere rapidamente le misure pratiche necessarie per permettere un'applicazione precoce della clausola della solidarietà;

mettendo a disposizione dell'Unione europea l'esperienza della UEO, nonché l'esperienza in materia di attuazione del suo Trattato, al fine di sviluppare una cooperazione costruttiva con la NATO;

7. di proporre all'Unione europea di stabilire un sistema di informazione e consultazione regolare con gli alleati europei della NATO in una configurazione 25+5;

8. di elaborare un contributo all'Unione europea sulle implicazioni di una eventuale riforma del diritto alla legittima difesa individuale e collettiva enunciata nella Carta delle Nazioni Unite;

9. di sostenere la Risoluzione 122 e la Decisione 27.